

## Résolution du Congrès 2015 du Mouvement Ecologique 21.3.2015

### Mettre en question le dogme de la croissance dans le cadre d'un large débat public

---

#### Le Congrès 2015 du Mouvement Ecologique constate que:

- le gouvernement actuel continue à s'accrocher au dogme de la croissance, sous prétexte qu'il n'y aurait pas d'alternative;
- les plans sectoriels de l'aménagement du territoire se basent sur l'idée que la croissance est le but central (e.a. création de plus de 200.000 emplois supplémentaires jusqu'en 2060) et qu'il s'agira prioritairement de mettre l'aménagement du territoire au service d'une meilleure organisation de cette croissance;
- un débat fondamental sur la question « Quel avenir pour le Luxembourg? » (« Wéi e Lëtzebuerg fir muer ?») n'est pas engagé;
- l'idée du dit « PIB du bien-être », instrument alternatif (au PIB « classique ») et permettant de mesurer la *prospérité*, tarde à être transposée;
- le mitage du territoire continue sans cesse, entraînant toutes les conséquences qui y sont liées en termes de perte de la qualité de vie, de problèmes de la mobilité, de destruction de notre environnement naturel, d'utilisation de ressources etc.;
- notre modèle social restera tributaire du dogme de la croissance tant que les modalités actuelles du financement ne sont pas remises en question, ce qui fait évidemment tourner la spirale;
- la croissance économique – c'est un fait bien établi - n'est pas liée a priori une augmentation de l'équité sociale: son produit s'autoconsomme aussitôt par un autre biais (cfr dépenses engagées pour la réparation de pollutions provenant de la croissance);
- *d'avantage de richesses et de consommation* ne rime plus avec *d'avantage de bien-être et de satisfaction* - à partir d'un certain revenu. D'autres facteurs étant dès lors plus importants pour le bien-être (liens sociaux, conditions de travail...) que la consommation de biens matériels;
- *de mettre en question l'orientation de notre système de production et notre système économique (mots clés : dérégulation, industrialisation de secteurs tels que l'agriculture),*

#### et invite le gouvernement, les partis politiques, les médias et la société (civile) à:

- reconnaître les limites de nos ressources naturelles aussi dans le cadre de la pratique politique, en évitant de focaliser les orientations politiques sur la seule croissance économique (car: normes sociétales et économiques peuvent être changées, mais pas les lois de la nature!);
- reconnaître que, dans le cadre d'une distribution équitable des ressources et des « droits de pollution » (p.ex. système d'échange de droits d'émissions), c'est aux pays plus pauvres qu'il

faut accorder le droit d'augmenter leurs taux de croissance, au détriment des pays industrialisés;

- engager un débat fondamental relatif à l'avenir du Luxembourg « Wéi e Lëtzebuerg fir muer? », qui aurait déjà dû être lancé en 2001 dans le cadre d'une table ronde sur l'avenir du Luxembourg, ceci tout en assumant une participation la plus large possible des citoyen/nes et de la société civile;
- diminuer la dépendance, voire découpler le financement actuel de notre modèle social de la croissance économique, et mettre en œuvre des modèles de financement alternatifs (cf suggestions présentées dans l'étude publiée dans ce contexte par la Chambre des Salariés, p.ex. taxation du capital);
- analyser les instruments mis en place par le gouvernement afin de découvrir quels sont ceux qui, tout en encourageant la croissance, risquent néanmoins de s'avérer contreproductifs lorsqu'on les examine sous l'oeil du développement durable;
- lancer un large débat public pour connaître les domaines où une croissance ciblée est souhaitée (efficacité énergétique, assainissement de vieux bâtiments, production d'aliments pour le marché régional) et pour connaître ceux où l'Etat ne doit pas jouer un rôle proactif;
- introduire sans tarder le « PIB du bien-être »;
- thématiser ouvertement « l'équité de la répartition des richesses », sans croissance continue ;
- d'assurer un débat de fond sur notre système économique et notre système de production dans tous les secteurs (en allant des accords de libre échange jusqu'à la politique agricole) ;
- de donner de façon très consciente aux valeurs immatérielles une place croissante dans le focus de la politique (mots clés : «Gemeinwohl», espace naturels...).